

Rapport d'information de la commission des bâtiments et de l'énergie du 20 décembre 2023

Rapporteur d'information : Cédric BRINER

DA 230 - 23.03 CRÉDIT D'INVESTISSEMENT DE CHF 729'000.00 POUR LES TRAVAUX DE TRANSFORMATION ET POUR L'ÉQUIPEMENT DES SURFACES DESTINÉES À RECEVOIR DEUX GROUPES MULTI-ÂGES À L'AVENUE HENRI-GOLAY EN EXTENSION DE L'EVE JEAN-SIMONET

■ **ANNONCE DE DÉPASSEMENT DE CRÉDIT**

Présentation

Cette DA visait juste à effectuer des travaux d'aménagement intérieur. Au final, ce projet ne semble pas pouvoir se réaliser aussi vite.

Il y a eu des obstructions de la part du Service de la surveillance et de l'accueil de jour (SASAJ), comme le nombre de mètres carrés par enfant et le fait qu'il n'y ait pas de jardin privatif.

À la suite de ces éléments, un nouveau projet a été élaboré et est présenté par Mme D'ORAZIO, Architecte – Cheffe de projets au Service des bâtiments.

Les modifications les plus importantes sont : création d'une nouvelle salle d'eau dans une partie du bâtiment ne comportant pas d'écoulement, création d'un passage où se trouvent tous les collecteurs de chauffage, installation de vitrages sécurisés, et réfection complète du réseau de ventilation.

Discussion

Remarquant un dépassement de 25% par rapport au crédit voté, un commissaire (PLR) demande quel seraient les implications si le projet était abandonné. Il est répondu que cela supprimerait 24 places de crèche.

Un commissaire (LE CENTRE-VL) demande si l'on doit réellement suivre les recommandations du SASAJ. Vu que c'est le SASAJ qui délivre le droit d'exploiter la future structure, il est dès lors difficile et long de s'opposer à elle.

À la demande d'un commissaire (SOC) de savoir si une DA ne doit pas être votée en cas de dépassement de 25% du budget, il est répondu qu'une DA va être déposée prochainement et que l'administration va tenter de diminuer les coûts au maximum. M. BUSCHBECK, Maire, ajoute que le but de la présente séance est avant tout d'informer la commission.

Un commissaire (MCG) demande si le propriétaire de l'immeuble ne devrait pas participer financièrement au changement des vitrages. Mme D'ORAZIO informe que des discussions sont en cours avec la FMCV, propriétaire de l'immeuble, et qu'une réponse est attendue.

Un commissaire (PLR) est d'avis que le dépôt d'une DA doit être fait rapidement. Il estime que 25% d'augmentation est excessif et que cela pourrait être un moyen de pression, pour le Canton, en égard à la pénurie de places de crèche. M. BUSCHBECK craint que le SASAJ préfère moins de places, mais des places de qualité.

Un commissaire (MCG) souhaitant prendre connaissance des soumissions remplies, Mme D'ORAZIO n'y voit pas d'inconvénient. Elle doit effectuer une recherche et propose de détailler le projet dans la DA (l'entier des soumissions avec les CFC de chaque corps de métier établis par tous les maîtres d'ouvrage).

Un commissaire (SOC) salue la transparence du Conseil administratif. Il propose d'attendre les discussions avec la FMCV. Selon lui, il ne faut pas remettre en cause la politique d'accueil.

Un commissaire (VERT.E.S) demande la raison de vouloir accéder aux soumissions et quels en seraient les avantages. Le commissaire (MCG) interpellé signale que le but est de savoir comment cela fonctionne.

M. BUSCHBECK trouve que c'est une bonne chose que les élus puissent accéder à ces informations.

Un commissaire (SOC) comprend les demandes de ses collègues, mais il fait remarquer que le dépassement est dû à des travaux supplémentaires exigés par l'État afin de délivrer des autorisations.

Un commissaire (MCG) ne remet en cause le travail du Conseil administratif, il souhaite simplement avoir accès à certains documents.

Un commissaire (UDC) demande qui a oublié de prévoir le changement des vitrages. Mme D'ORAZIO signale que le projet concerne l'aménagement intérieur des locaux, et non l'enveloppe du bâtiment, qui est sous la responsabilité du propriétaire, la FMCV, raison pour laquelle le changement des vitrages n'a pas été prévu dans la DA.

Ce même commissaire (UDC) demande comment il est possible de se tromper d'autant (25% de dépassement) pour un projet.

Nous sommes passés par une étude préliminaire. Au final, le vrai problème est d'avoir déposé une DA, qui comporte tant l'étude que la réalisation. Il eut fallu réaliser une DA pour une étude, puis une DA pour la réalisation.